

La politique européenne face à la mondialisation du commerce

Résolution de la Commission Économique et Sociale (Paris - 7 juin 2000)
adoptée par le Conseil Central de Berlin (16 juin 2000)

- ◇ Constatant l'échec de la conférence de Seattle, résultant de l'absence d'une analyse des effets économiques et sociaux des accords de Marrakech et d'un désaccord entre les États-Unis et l'Union Européenne sur la fixation de l'ordre du jour du prochain cycle de négociations;
- ◇ tenant compte de l'aggravation des termes des échanges au détriment des pays en développement;
- ◇ soulignant l'importance d'une reprise des négociations dans le cadre de l'OMC - dont le rôle dans un système prospère et équilibré d'échanges mondiaux est essentiel - et d'une position européenne commune;

La Ligue Européenne de Coopération Économique souhaite que l'UE:

- ◇ **réaffirme** ses positions communes concernant:
 - la poursuite ou la reprise des négociations concernant les secteurs en transition (agriculture, textile, services financiers) et les dossiers inachevés (télécoms, transfert maritime, aéronautique, acier, services professionnels);
 - la nécessité de tenir compte des droits de l'homme et des travailleurs dans l'approche des problèmes commerciaux, en favorisant une collaboration entre l'OMC, d'autres organisations mondiales comme l'OIT et l'OMS.
- ◇ **favorise** les réflexions sur les "nouveaux sujets" tels que l'environnement, l'investissement, la concurrence et la stabilité des parités monétaires;
- ◇ **s'efforce** d'atteindre, avec les États-Unis, un accord sur l'ordre du jour des travaux du nouveau cycle de négociation qui sera proposé à l'OMC;
- ◇ **favorise** le règlement négocié des conflits avec les États-Unis en chargeant une commission conjointe euro-américaine de scientifiques d'étudier objectivement les problèmes posés par les OGM et par l'alimentation animale, en consultant les consommateurs;
- ◇ **assure** dans le processus maintenant lancé d'adhésion de la Chine à l'OMC, un respect effectif par ce pays des règles de concurrence loyale et de protection des marques et de la propriété industrielle. L'Union européenne devra de son côté conserver une grande vigilance dans l'application par tous des principes de l'OMC, avec des recours éventuels aux procédures anti-dumping. Des principes analogues devraient prévaloir par la suite lorsque sera abordée la question également cruciale de l'adhésion éventuelle de la Russie;
- ◇ **rassure** les opinions publiques sur les effets d'une mondialisation porteuse de croissance économique mais nécessitant à la fois des politiques correctives pour en atténuer les effets sociaux néfastes à court terme, et la mise en place de structures de dialogue démocratique.

- - - - -